

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

SEPTEMBRE 1973

Octobre

ESCARMOUCHES

Le rétablissement provisoire d'une certaine normalité capitaliste (1) se manifeste, comme à l'accoutumée, par un recul des luttes ouvrières, qui sont actuellement loin en-dessous du niveau atteint en 1970-1971. Cependant, des conflits - localisés mais parfois violents - montrent que la tension persiste dans les principaux centres du capitalisme.

En France, si l'augmentation rapide des salaires (de l'ordre de 13 - 14 % par an dans l'industrie) semble avoir désamorcé pour l'instant toute action de classe de quelque envergure, l'accroissement lui aussi très rapide de la productivité du travail - qui seul permet au capital de supporter de telles augmentations sans sombrer dans une inflation galopante - engendre au niveau ouvrier une hostilité sourde mais indéniable(2).

.../

(1) Rétablissement attesté par le recul du chômage et la forte croissance de la production. La situation actuelle du capitalisme et les perspectives qui s'en dégagent seront analysées dans un texte actuellement en préparation.

(2) A l'heure actuelle, la production par tête dans l'industrie française augmente à un taux annuel de l'ordre de 7 % contre 5,4 % par an entre 1966 et 1970.

C'est sans doute cette hostilité qui s'exprime idéologiquement dans le retentissement de l'affaire LIP et pratiquement par une action ponctuelle comme la grève de l'usine PECHINEY à Noguères. Dans ce dernier cas, l'aspect le plus frappant est la détermination des ouvriers, qui n'hésitent pas, pour la première fois dans l'histoire de l'industrie de l'aluminium, à arrêter la fabrication sans égard aux dommages que pourraient subir les cuves, où des centaines de tonnes de métal se prennent en masse. Ce mépris pour l'outil de travail - correctement perçu comme l'instrument du capital - tranche agréablement avec le culte qui lui était voué jusqu'ici, notamment lors des occupations d'usines.

En Grande-Bretagne, aux grèves massives de 1972 (dont la plus importante avait été celle des mineurs - voir "lutte de classe" avril 1972) succèdent cette année des conflits plus limités quant à la durée et au nombre des participants, mais plus fréquents : de janvier à juillet, on a enregistré 1629 grèves, impliquant au total un peu plus d'un million de travailleurs. Dans l'industrie automobile, les grèves entraînent une baisse de production d'environ 6 % par rapport à l'année dernière, alors même que sur le marché la demande bat tous les records. Le constructeur le plus touché jusqu'ici est Chrysler, dont l'activité a été perturbée de manière quasiment continue depuis un mois. Tout d'abord, les ouvriers mécontents de devoir travailler - alors qu'une grève survenue dans une autre usine du ^{groupe} leur donnait l'occasion de se reposer sans perte très appréciable de salaire - se vengent en sabotant quelque peu la production. La direction ayant voulu sanctionner certains d'entre eux, l'affaire s'envenime rapidement et l'on aboutit à une grève totale qui se prolonge.

A peine le calme revenu, 156 électriciens se mettent en grève en réclamant une augmentation annuelle de 250 livres (environ 2.500 F) au lieu des 190 qu'autoriserait le contrôle des salaires actuellement en vigueur, ainsi que la mensualisation. Il s'agit d'ouvriers parmi les mieux payés, travaillant à l'entretien et non à la production. Aussi bien, les revendications de ces privilégiés ne rencontrent-elles qu'une sympathie très modérée parmi leurs camarades de travail. Mais lorsque la direction, tablant sur les rivalités catégorielles, essaie de faire assurer l'entretien par la maîtrise, les ouvriers de l'usine de Linwood (Ecosse) débraient - au mépris des directives syndicales - refusant de travailler aux côtés de "jaunes". Par voie de conséquence, l'usine de Preyton (où les ouvriers ne sont pas en grève) se trouve paralysée faute de carrosseries, tandis que celle de Stohe a de plus en plus de mal à fonctionner. L'affaire est d'autant plus cocasse que les électriciens semblent prêts à reprendre le travail pour peu que l'entreprise accorde symboliquement l'augmentation demandée, que l'administration chargée du contrôle des salaires ne manquerait pas de bloquer. Et il y a des gens qui croient que le caractère anglais ne s'accommode pas d'une lutte sur des questions de principe !

.../

Pendant que sa filiale britannique était aux prises avec l'incompréhension des ouvriers, Chrysler se heurtait également à quelques difficultés au centre même de son empire de Detroit, où trois de ses usines étaient le théâtre de grèves sauvages plus ou moins violentes. Fin juillet, l'usine d'assemblage de Jefferson Avenue est paralysée pendant une journée ; la direction cède et licencie un contre-maître. Le 8 août, c'est au tour de Détroit Forge de débrayer, menaçant de paralysie tout le groupe, que cette usine alimente en essieux, pistons etc. La grève dure 5 jours, et prend fin seulement sur la promesse du syndicat de lancer une grève "officielle" si les négociations avec Chrysler n'aboutissent pas à des résultats satisfaisants. Sur ces entrefaites, l'usine de Mach Avenue - où se trouvent les grosses presses - débrayait à l'initiative d'un militant qui venait d'être licencié pour ses activités subversives. Il est possible que cette dernière action ait été téléguidée par une organisation plus ou moins maofste, le Progressive Labor Party, mais il n'en reste pas moins que 200 ouvriers environ occupaient l'usine, et qu'il fallut l'intervention de la police et celle d'un millier de nervis syndicaux extérieurs à l'établissement pour faire cesser l'occupation et reprendre le travail.

Il n'est pas jusqu'à l'Allemagne qui n'ait connu dernièrement des grèves sauvages massives, comme il ne s'en était pas produit depuis 1969. Au retour des congés annuels, la dernière quinzaine d'août a été marquée par une série de débrayages, généralement de courte durée, tous déclenchés contre l'opposition des syndicats, signataires de conventions collectives qui interdisent la grève. Impliquant quelque 80.000 travailleurs (contre 71.000 pour l'ensemble de 1969) ces mouvements ont essentiellement affecté la construction mécanique (notamment Opel à Bochum et Ford à Cologne) ainsi que la sidérurgie (particulièrement Rheinstahl à Bielefeld, Dortmund, Duisburg et Gladbeck). Dans un cas au moins (Ford) les grévistes ont constitué un comité de grève totalement indépendant du syndicat. Chez Opel aussi bien que chez Ford, une minorité petite mais résolue s'est physiquement opposée à la reprise du travail, après l'annonce par la direction de concessions non négligeables. La grève chez Ford, qui semble avoir été la plus dure, a été marquée par l'entrée en action des travailleurs turcs, jusque-là réputés ouvriers modèles, qui ont été le fer de lance du mouvement.

Pratiquement toutes ces grèves ont abouti au versement d'indemnités de vie chère (280 DM = 490 F chez Opel et Ford) auxquelles s'ajoutait parfois une augmentation de salaires (de l'ordre de 25 centimes de l'heure chez Opel) ainsi que le paiement des journées de grève. En outre, en terrifiant un patronat peu habitué à de tels débordements, les grèves semblent avoir nettement assoupli son attitude sur la question des salaires : à la mi-sep-tembre, les ouvriers papetiers de la région de Duisburg se voyaient offrir une augmentation de 12,5 %, au lieu des 8,5 % en usage au début de l'année et des 10 % qui avaient cours récemment, et ceci dans une industrie dont la situation financière n'est pas particulièrement brillante.

.../

C'est à bon droit que la bourgeoisie - plus clairvoyante que les soi-disant révolutionnaires qui ne daignent pas s'intéresser à de vulgaires grèves économiques - a été alarmée par les incidents qui viennent d'être évoqués. Ils sont, en effet, symptomatiques des difficultés de fonctionnement du capitalisme, dont la source se situe au niveau de la production et non sur le marché où de piètres lecteurs de Marx tentent vainement de la découvrir. Ce n'est sans doute pas un hasard si les grèves relevées ont affecté l'industrie automobile, secteur portant du capitalisme contemporain, ainsi que les industries métallurgiques et mécaniques qui sont au cœur même du processus de l'accumulation. La maladie dont souffre le capitalisme a un nom : l'insuffisance du taux de profit, et un remède : l'accroissement de l'exploitation. Comme on aura prochainement l'occasion de le démontrer, il est d'ores et déjà clair que la reprise conjoncturelle de 1972-1973 n'a pas permis au niveau mondial un rétablissement du taux de profit suffisant pour alimenter une véritable expansion. Bien plus, en tendant jusqu'au point de rupture tous les ressorts de l'appareil de production existant, elle démontre que celui-ci est devenu incapable de comprimer suffisamment la valeur de la force de travail pour couvrir l'accroissement nécessaire du capital constant.

C'est dans cet état de chose que la résistance ouvrière à l'intensification de l'exploitation trouve aujourd'hui sa base objective. Sans doute, cette résistance ne se manifeste-t-elle que rarement de façon ouverte, et ne montre-t-elle aucune tendance à s'attaquer directement au pouvoir d'état, au grand désespoir des idéologues en tout genre. Mais telle quelle elle suffit précisément pour bloquer tout redressement durable du capitalisme en maintenant une pression permanente sur les marges de profit (1)

On comprend également, dans ces conditions, que les capitalistes ne fassent pas toujours preuve d'une grande habileté, faisant alterner des concessions déplacées avec des durcissements, apparemment tout aussi peu justifiés (2). Leur panique est, au même titre que la résistance ouvrière, un facteur de la bataille de classe que les tentatives de redressement du système finiront tôt ou tard par imposer.

(1) Dès avant les grèves, l'industrie automobile allemande affichait une réduction d'un tiers de ses marges bénéficiaires, et ce en pleine période de haute conjoncture.

(2) Il peut, par exemple, sembler aberrant que la filiale britannique de Chrysler ait accepté cette année de sacrifier 60.000 voitures, représentant plusieurs millions de livres de profits, dans des conflits portant sur des questions de détail. Cette attitude s'éclaire, par contre, si l'on admet qu'il est essentiel pour cette entreprise de reprendre le contrôle de sa force de travail, pratiquement à n'importe quel prix.

PORTUGAL

LA GRÈVE DE LA T.A.P.

Les centres principaux du capitalisme ne sont pas seuls en butte à la résistance ouvrière contre l'exploitation. Celle-ci est tout aussi répandue dans les régions périphériques, où elle prend même bien souvent des formes encore plus violentes, à la mesure de la brutalité dont fait preuve le capital lui-même.

En juillet dernier, la grève des ouvriers de la T.A.P. (Compagnie aérienne portugaise) a été marquée par des batailles rangées avec la police, dont les travailleurs sont sortis victorieux grâce aux sens tactique dont ils ont fait preuve. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un texte qui tire les leçons du mouvement.

Dans une première partie, le texte analyse la situation du capitalisme portugais, montrant notamment les raisons qui contraignent la bourgeoisie à recourir systématiquement à la violence dans ses rapports avec la classe ouvrière, ainsi que le rôle joué par les syndicats corporatifs (1). Il relève que la commission syndicale - contrairement à l'habitude - a jugé utile d'informer les travailleurs du contenu des négociations portant sur la convention collective. Constatant que leurs intérêts étaient lésés par la procédure d'arbitrage, les ouvriers décident de se réunir dans les locaux de la "Voz do Operario" (association ouvrière). Le gouvernement prend peur et interdit la réunion.

Mais, poursuit le texte : "Ce fut une erreur, car devant l'interdiction de la réunion et les charges de la police contre les travailleurs qui s'étaient rendus à la "Voz do Operario", ces derniers ne sont pas rentrés chez eux en se plaignant de l'illégalité de cette interdiction, mais ont compris que la seule manière de combattre la répression était de poursuivre leur lutte en la radicalisant.

"Ils se sont donc dirigés vers l'aéroport, où ils ont repris leur manifestation, en résistant avec succès à une nouvelle charge policière. À la fin de cette journée, aucun travailleur de la TAP n'avait de doutes quant au lieu et à la manière dont il convenait de résoudre le problème.

"C'est d'ailleurs là le premier aspect exemplaire de la lutte des travailleurs de la TAP : devant la répression, ils n'ont pas reculé, ils ne se sont pas lamentés, ils n'ont pas protesté contre les "illégalités", ils ont

(1) Sur tous ces points on pourra se reporter au texte intitulé "Problèmes du développement capitaliste au Portugal" (Lutte de classe décembre 1972).

"riposté contre chaque pas en avant de la répression par un pas en avant et
"et une radicalisation de leur lutte.

"Le 12 les travailleurs ont entrepris la lutte directe contre les exploités
"sur les lieux du travail, en^{se} rassemblant tous près du bâtiment de l'admini-
"stration.

"Devant ce rassemblement, les forces de répression sont passées une fois
"de plus à l'attaque, ne se contentant pas de frapper sauvagement les tra-
"vailleurs, mais envahissant les locaux et tirant à tort et à travers (...).

"Mais une fois de plus les travailleurs surent répondre à la répression
"en se mettant en grève.

"Et lorsque la police envahit pour la deuxième fois les installations de la
"TAP, elle fut obligée de reculer, car les ouvriers étaient résolus à la
"riposte, et ne se contentant pas d'exiger de l'administration le départ de la
"police, ils s'armaient et prenaient position dans les avions, d'une valeur de
"plusieurs millions d'escudos.

"Ils faisaient même savoir que si la police les attaquait ils pourraient bien
"de leur côté s'attaquer aux avions

"Cette attitude faisait définitivement reculer la répression, et fondait un
"véritable contre-pouvoir ouvrier qui s'opposait efficacement à celui des
"capitalistes et du Gouvernement .

".....

".....

"Tout en maintenant fermement leurs revendications salariales, les travail-
"leurs ont égelement orienté leur lutte contre la répression capitaliste, en
"exigeant des garanties concrètes sur les points suivants :

- "- pas d'emprisonnement, de licenciement ou d'autres sanctions ;
- "- libération de tous les travailleurs arrêtés ;
- "- communication de renseignements au sujet de tous les travailleurs blessés
"et pleine responsabilité de la TAP au sujet des soins à leur apporter ;
- "-possibilité de tenir la réunion interdite.

"Poursuivant la grève du 12 au 17, ils ont obtenu satisfaction sur tous les
"points cités, sauf le dernier.

"Ils ont même réussi à élargir la grève aux pistes et aux bureaux, où
"aucun travail n'a été effectué pendant cette période.

..../

"Ces résultats montrent le pouvoir effectif que les travailleurs acquièrent
"durant la lutte, à savoir la possibilité d'imposer aux capitalistes les condi-
"tions qui les intéressent le plus pour reprendre le travail. Un aspect im-
"portant, c'est que les travailleurs ont réussi à diriger leur lutte sans ja-
"mais accepter d'élire des délégués ou des représentants pour négocier
"avec l'administration, malgré tous les efforts de cette dernière pour les
"diviser.

"On remarquera que, si la réunion syndicale n'a pas pu se tenir, les tra-
"vailleurs ont pu dans la pratique tourner cette interdiction en discutant sur
"les lieux de leur travail.

"En effet, ils se sont progressivement assuré la possibilité matérielle de
"s'informer et de discuter de leurs problèmes sur les lieux du travail, sans
"que la répression puisse intervenir.

"Du reste, la manière dont la grève avait pris fin, en maintenant la menace
"de la reprendre si les revendications salariales n'étaient pas satisfaites ou
"si un travailleur quelconque était sanctionné, permettait de conserver le
"terrain conquis durant la lutte.

"En ce qui concerne les **revendications** économiques, si les résultats ne
"furent pas parfaits, ils furent cependant, sans aucun doute, très supérieurs
"à ceux qui auraient suivi un arbitrage normal, la lutte ayant obligé l'arbi-
"tre à accepter une échelle de salaires représentant une augmentation supé-
"rieure de plus du double à celle qui selon lui représentait jusqu'à-là le maxi-
"mum que la TAP était en mesure de payer.

".....

".....

"que ce soit par son contenu, par les formes de lutte utilisées, par le recul
"imposé à la répression, par toutes les autres conquêtes réalisées, la lutte
"des travailleurs de la TAP est sans aucun doute la plus importante qui ait
"eu lieu au Portugal depuis plusieurs années.

"Elle ouvre de nouvelles perspectives, non seulement à la lutte des travail-
"leurs de la TAP, mais à celle de toute la classe ouvrière et de tous les
"secteurs exploités et opprimés.

"Cependant, ne nous faisons pas d'illusions : ce fut une lutte limitée.

"L'exploitation et l'oppression des travailleurs continuent.

"La domination de la bourgeoisie se maintient et de ce fait il est indispen-
"sable que les travailleurs soient sur leurs gardes et restent unis pour

.../

"riposter aux manœuvres, qu'elles soient ou non directement répressives,
"à l'aide desquelles on tentera d'annuler leurs conquêtes.

"

" - l'auto-défense des luttes est indispensables : on ne peut admettre
" aucune sanction contre aucun travailleur !

"

" - la lutte a démontré la nécessité pour les travailleurs de s'orga-
" niser pour défendre leurs intérêts de classe.

"

" l'organisation légale est insuffisante :

" il faut construire une organisation autonome de la classe ouvrière !

"

"

UN GROUPE D'OUVRIERS".

Rectification

A la suite de la publication dans le numéro d'avril 1973 de "Lutte de Classe"
(page 12) d'une note définissant le SPGB (Socialist Party of Great Britain)
comme une organisation trotskyste, celui-ci nous prie d'insérer la commu-
nication suivante :

"

"Le SPGB souligne qu'il s'est toujours opposé au trotskysme, qu'il considère
"comme une idéologie capitaliste d'état n'ayant rien à offrir à la classe ou-
"vrière. Le SPGB rejette entièrement la notion d'un parti d'avant-garde di-
"rigeant les travailleurs, et affirme que ce n'est que par sa propre auto-
"organisation démocratique et son activité aussi bien économique que poli-
"tique, que la classe ouvrière peut parvenir à s'émanciper en établissant
"le socialisme mondial (qui implique la suppression du travail salarié et
"de la production marchande).".

0

0 0

.../

C'est bien volontiers que nous donnons acte au SPGB de la regrettable confusion que nous avons commise. Les documents qu'il nous a fait parvenir nous montrent, en effet, qu'il se rattache à une tradition encore plus dépassée par l'histoire que celle du trotskysme et, plus proche, en fin de compte, du menchévisme que du bolchévisme (le menchévik Martov est d'ailleurs cité avec approbation, dans un document pragmatique du SPGB, pour avoir qualifié les soviets d'expression "du manque de développement politique en Russie"). L'essentiel de la position du S P G B se résume, non dans le paragraphe reproduit ci-dessus, mais plutôt dans les phrases suivantes (extraites du communiqué du SPGB à une conférence d'ouvriers allemands tenue à Augsburg en septembre 1969) :

"La discussion prend des dimensions complètement différentes lorsque basée sur la reconnaissance qu'en premier lieu une majorité de socialistes convaincus doit être obtenue. Avec une majorité ayant une compréhension du socialisme, la violence n'est pas nécessaire, à moins que les pro-capitalistes ne l'utilisent. La majorité socialiste peut utiliser le scrutin universel tant pour montrer qu'elle est une majorité que pour envoyer ses délégués au parlement et aux conseils locaux, gagnant ainsi le contrôle de la machine d'Etat" (1).

Il va de soi qu'avec de pareilles hypothèses l'avènement du socialisme n'est plus qu'un jeu d'enfants. Le seul point que les camarades du SPGB semblent avoir négligé, c'est qu'il se pourrait peut-être que le fonctionnement même de la société capitaliste soit de nature à empêcher l'apparition d'une majorité de socialistes convaincus et éclairés.

Toute la question est de savoir si la compréhension du socialisme peut être acquise par des mesures éducatives entreprises par une infime minorité de militants sous l'empire des rapports de production capitalistes, ou si elle ne provient pas de la lutte de classe elle-même, qui par sa dynamique propre doit déboucher sur un affrontement violent qui certes n'aura pour théâtre ni le parlement ni, à plus forte raison, des conseils locaux que les bourgeois eux-mêmes qualifient de "mares stagnantes".

(1) Texte reproduit dans "Socialisme mondial", organe du Parti Socialiste du Canada, Case postale 244, Pointe-aux-trembles 500, Québec, Canada (6 numéros : 1 dollar).

REUNIONS DU G. L. A. T. → tous les mercredis à 19 h 30
6, rue Henner
75009 PARIS - métro : Saint Georges, Blanche ou Pigalle

ADRESSE POSTALE

D. CORET
B. P. 13
94300 VINCENNES

Où nous voulons en venir

Capitalisme et bureaucratie

Partout dans le monde, sans aucune exception, la société est aujourd'hui divisée en deux classes irréductiblement opposées : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes, qui dispose de ces richesses et de la vie même des travailleurs.

Pour échapper à la crise mortelle qui les guette, les capitalistes ne peuvent qu'accroître sans cesse l'exploitation du travail. Mais celle-ci provoque la résistance des travailleurs, le déséquilibre de l'économie, et finalement la ruine des bases mêmes de la vie humaine.

C'est en vain que partis et syndicats continuent à prêcher la patience et la résignation, en échange de quelques miettes baptisées « niveau de vie ». La base de leur activité s'effondre, car les capitalistes n'ont plus guère de miettes à offrir.

Mais voici que de nouveaux dirigeants, soi-disant révolutionnaires, viennent tenter de relever ceux qui ont failli, promettant de guider la classe ouvrière vers son émancipation. En soumettant les travailleurs à une hiérarchie supplémentaire de chefs et de chéfaillons, ils ne font que compléter et renforcer le pouvoir du capital. La seule perspective qu'ils ouvrent, c'est celle du capitalisme d'Etat à la russe ou à la chinoise, avec une exploitation redoublée et le massacre de ceux qui résistent.

Action de classe

En fait, seule la prise en mains par les travailleurs des armes et des instruments de production peut empêcher l'anéantissement de l'humanité. Mais cette solution ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes, s'organisant entre eux à la base, sans stratèges ni chefs géniaux.

La route est ardue, jalonnée d'échecs et de défaites : soviets de Russie étouffés par les bolcheviks, conseils ouvriers d'Allemagne et de Hongrie noyés dans le sang, comités de shop stewards en Grande-Bretagne sans cesse menacés par la pénétration des rapports capitalistes.

Mais l'action autonome de la classe ouvrière ressurgit périodiquement, toujours plus puissante et plus étendue, que ce soit à travers les grèves dites « sauvages » ou à travers la formation de comités de base, malgré la répression conjuguée du patronat et de la bureaucratie syndicale.

Inutile donc d'attendre des sauveurs qui ne peuvent pas venir. Seul le développement des initiatives de la base pourra abattre l'exploitation. Et seule dès aujourd'hui l'action voulue et dirigée par les travailleurs eux-mêmes peut faire reculer le capital et défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière.

Dès maintenant, donc :

- toute décision sur les luttes ouvrières doit être prise par une assemblée des travailleurs concernés, après une discussion où tous auront la parole sur un pied d'égalité ;
- il est exclu d'élire des représentants ayant un pouvoir de décision quelconque — il ne peut être question que de délégués mandatés de façon précise pour une tâche bien déterminée ;
- la lutte doit être coordonnée par les délégués de la base et non par des bonzes inamovibles qui parlent au nom des travailleurs sans prendre leur avis.

Regroupement des révolutionnaires

C'est pour répandre ces principes et aider matériellement à leur mise en pratique que les travailleurs les plus combattifs et les plus lucides doivent aujourd'hui se grouper, sans distinction de nationalité ou de profession, pour contester dans les faits le droit divin des dirigeants.

La tâche à accomplir est immense :

- rompre l'isolement des minorités « gauchistes » qui existent un peu partout ;
- créer les liaisons qui aideront la classe ouvrière à organiser elle-même son action ;
- interpréter et diffuser largement les informations étouffées par la presse bourgeoise et bureaucratique ;
- appuyer, par la propagande et par l'action, les luttes engagées par les travailleurs.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants, un nouveau parti ou un nouveau syndicat. L'organisation révolutionnaire — indispensable pour éviter la dispersion des efforts — n'aura ni hiérarchie, ni organes de direction spécialisés, les décisions étant prises par l'ensemble des militants.

Loin de prétendre faire la révolution à la place des travailleurs, il s'agit au contraire de leur faire mieux connaître la possibilité qu'ils ont de se libérer par leurs propres moyens de l'esclavage capitaliste.

GROUPE DE LIAISON POUR L'ACTION DES TRAVAILLEURS (G.L.A.T.).